Le progressisme totalitaire

vendredi 2 août 2019, par Denis COLLIN

Cet article a d'abord été publié sur le site du journal *Marianne*

L'actuel président de la République française se définit comme un progressiste et cherche à présenter la lutte politique de notre époque comme l'affrontement entre les progressistes qui sont déjà dans le Nouveau Monde et les « nationalistes » qui sont les tenants de l'Ancien Monde. D'un autre côté, il défend le libéralisme tout en multipliant les mesures les plus antilibérales dans le domaine des libertés publiques et dans la généralisation d'une société de surveillance. La « vieille gauche » qui se voulait progressiste et voit le progrès détruire les acquis sociaux, et les libéraux « à l'ancienne », qui prétendaient que le libéralisme économique et les libertés publiques sont consubstantiels, tous perdent leurs repères et sont incapables d'enrayer la stratégie du président de la République. La confusion dans les esprits est à son comble. Mais c'est qu'on ne parvient pas à comprendre, chez les opposants au président, estque nous avons affaire à un véritable progressisme et que ce progressisme a une dynamique totalitaire.

Le progressisme commence le jour où l'on se met à considérer que le passé est dépourvu de valeur et qu'il doit céder la place à un futur qui sera bien meilleur ; le jour où l'on se met à considérer que les Anciens ne sont plus les porteurs de la sagesse, mais que la vérité est bien du côté des modernes ; le jour où l'on peut commencer à dire sans être pris pour un fou « du passé faisons table rase ». L'avenir n'est plus source de crainte, mais d'espoir. Ainsi, le XVIIe siècle rationaliste et le XVIIIe siècle avec les Lumières pensent cette nouveauté radicale dans la manière de nous situer dans l'histoire et le progressisme naît vraiment à ce moment. Il est, sur ce plan, l'esprit même de notre temps, de ces temps modernes qui ont produit les plus grands accomplissements de l'intelligence humaine et un développement sans précédent de la puissance pratique des hommes. Le capitalisme est intellectuellement chez lui dans ce progressisme, mais c'est de ce progressisme aussi qu'est née la critique radicale du capitalisme, celle de Marx. Cependant de même que, dans son propre développement, le capital tend à se nier et ne sort de ses crises qu'en détruisant les sources de toute richesse, la terre et le travail, de même le progressisme qui fut l'âme de la philosophie et de la science modernes se transforme-t-il en idéologie ; une idéologie mortifère comme l'est le capital à son stade absolu, celui dans lequel nous sommes aujourd'hui, depuis la fin de la guerre froide, du keynésianisme social-démocrate et depuis l'effondrement de toutes les alternatives classiques au mode de production capitaliste, le socialisme ou le communisme.

L'idéologie progressiste est universaliste et même mondialiste : les nations sont des vieilleries qui doivent être balayées. La liberté des échanges est la nouvelle bible et le progressiste ne peut qu'être pour le CETA, l'accord UE/Mercosur et toutes les joyeusetés du même genre que nous préparent les savants et les politiques progressistes. La population humaine est maintenant considérée globalement comme une masse dont il faut « réguler les flux » et, devant cet impératif, les notions de souveraineté doivent s'effacer, les États-nations n'ont plus de légitimité à dire qui peut entrer sur leur territoire. C'est la gouvernance globale qui commande. Dans cette entreprise, l'idéologie progressiste est ardemment soutenue par la gauche « radicale » qui confond internationalisme prolétarien et mondialisation capitaliste, solidarité des travailleurs et traite des nouveaux esclaves, cette gauche qu'on pourrait appeler « la gauche Soros », celle qui défend la mobilité mondiale de la main-d'œuvre.

L'idéologie progressiste veut libérer l'individu de tous les liens traditionnels : plus de familles, plus de patries, des individus sans appartenance réduits à n'être que des consommateurs cherchant à maximiser leur utilité, selon les canons des doctrines économiques en vogue. Toutes les protections qu'offraient les États et les systèmes sociaux deviennent autant d'entraves à la liberté d'initiative de l'individu. Le triomphe de la marchandise va avec la dissolution de toute communauté disait Marx et nous en avons sous les yeux la preuve patente. La protection, le progressiste la juge féodale et l'individu libéré doit affronter

seul le risque : les chômeurs n'ont qu'à créer leur entreprise (Raymond Barre) ou traverser la rue (Emmanuel Macron). Ce que l'on appelle « communautarisme » ne contredit en rien ce schéma progressiste de l'individu sans appartenance : les microcommunautés participent de cet émiettement de toute communauté nationale, de toute solidarité réelle. Il s'agit de mettre en avant des particularités individuelles, même les plus intimes pour les transformer en armes idéologiques contre toute forme d'universalité. En 1968 se créa un « front homosexuel d'action révolutionnaire » (FHAR), mais il a fallu ensuite distinguer les gays et les lesbiennes, puis les « trans », puis… et la liste ne cesse de s'allonger. Pour chacun, il n'y a que son moi qui ait de l'intérêt. Le « communautarisme » n'est que la forme de la culture du narcissisme (Christopher Lasch). L'individualisme devenu fou nourrit d'une part la dislocation de l'action syndicale et des solidarités fondées sur les rapports de production, et, d'autre part, encourage en réaction le renouveau d'une religiosité fanatique.

L'idéologie progressiste croit dans les possibilités infinies de la science et de la technique. La nature doit être soumise à celui qui s'en veut, depuis Descartes, comme « maître et possesseur ». Voici plus d'un siècle, Marcelin Berthelot annonçait que la chimie permettrait, dans un avenir assez proche, de débarrasser l'humanité du fléau de l'agriculture. Écologiste végane à sa manière, ce grand savant annonçait les progressistes d'aujourd'hui. Manger de la viande, voilà qui fait de nous des bêtes ! L'espèce humaine doit être transformée de fond en comble pour n'avoir plus rien de commun avec les animaux, ni leur chair à manger, ni leur peau pour en faire des chaussures ou des vestes, ni la laine pour en faire des pulls. L'écho que reçoivent les « thèses » des véganes et des animalistes dans les médias dominants ne saurait être sous-estimé : le véganisme et l'animalisme s'intègrent parfaitement au projet progressiste de transformation radicale de l'espèce humaine.

La marche vers un au-delà de l'humain est engagée sur tous les fronts. La lutte contre le sexe au nom du genre bat son plein. Que l'homme et la femme puissent se reproduire exactement comme les autres mammifères, c'est absolument insupportable au progressiste. Comme la vérité dans la philosophie post-moderne (la « french theory »), le genre n'est qu'une construction sociale et la promotion du « transgenre », y compris avec les opérations chirurgicales de « réassignation de genre », s'inscrit ainsi dans le projet progressiste global de transformation de l'espèce humaine. Dans un avenir peut-être pas trop lointain, on pourra sans doute définitivement en finir avec toutes ces vieilleries qui font de la reproduction de l'humanité une affaire de sexe. On n'y prend pas garde, mais la révision annoncée de la loi bioéthique pourrait bien valider une transformation anthropologique fondamentale. En autorisant la PMA pour toutes les femmes, elle cantonne les mâles dans la fonction de reproducteurs comme les taureaux dans le système moderne de l'élevage bovin. Cette étape franchie, tout le reste viendra naturellement.

Le progrès nous promet le bonheur, obligatoire. Le pouvoir dégouline de bienveillance. Le vocabulaire courant suinte la gentillesse et la mièvrerie. Mais tous sont sommés de consentir à ce bonheur du Nouveau Monde. Les récalcitrants, les rescapés de l'Ancien Monde, sont des éléments antisociaux et anti-progrès qui doivent être traités avec la plus grande sévérité. Un autoritarisme rampant s'instaure et toute la société devient une société de surveillance. Sous prétexte de lutte contre les « fake news » se dessinent les contours du futur ministère de la vérité. Les manifestants à l'ancienne sont impitoyablement poursuivis, blessés, éborgnés, amputés, enfermés préventivement pour que rien ne vienne plus, à l'avenir, troubler la marche du progrès.

Le macronisme est l'expression achevée de ce « progressisme », qui fait table rase du passé et mise sur les mécanismes automatiques du marché et les « intelligences artificielles » pour produire une gestion rationnelle d'une société qui ne laissera plus de place aux vieilles passions politiques. C'est un projet totalitaire au sens strict du terme puisque rien ne lui échappe dans une société de surveillance totale. C'est aussi un projet qui prépare l'advenue d'un homme nouveau, débarrassé du fardeau de l'histoire et de toutes les vieilles relations communautaires, un homme adéquat au fonctionnement du grand automate du marché. Cet homme-là n'est pas très nouveau : c'est l'homo economicus des théories économiques dominantes, mais aujourd'hui les doctrinaires ont le pouvoir et sont mandatés pour réaliser ce que la théorie avait prévu. On ne confondra pas totalitarisme et dictature par la violence. La violence n'est pas essentielle dans le projet totalitaire du progressisme. Elle n'est utile que lorsque décidément les mauvais esprits ne veulent pas se rendre à l'évidence du bonheur insoutenable qu'on leur promet. Les libertés

publiques ne sont pas abolies d'un coup, on n'assassine pas les opposants, mais insidieusement tout ce qui constituait l'idée ancienne de la liberté est rongé et dissout dans les lois et les pratiques du « Nouveau Monde ».

Si aucune opposition sérieuse et cohérente au macronisme ne parvient à émerger, cela tient tout d'abord au fait que presque toutes les fractions des classes dominantes partagent ce projet dans lequel elles se reconnaissent. L'échec de l'opération Bellamy montre bien que la classe capitaliste a clairement choisi son camp, et ce n'est plus celui de la vieille droite. Quant à la gauche, elle se décompose parce que, pour une partie, elle a puissamment œuvré pour la victoire du macronisme, mais aussi, et surtout parce que dans toutes ses composantes elle est persuadée que le progrès est toujours bon et qu'elle n'a pas de critique à faire au pouvoir actuel, sinon qu'il ne serait pas vraiment progressiste.

En lui-même le macronisme est inconsistant. Sa force vient de bien ailleurs, des mouvements de fond du capital comme système et pas seulement de ses bailleurs de fonds. Sortir de l'idéologie progressiste, en critiquer radicalement les fondements, il n'est pas d'autre voie si l'on veut construire une alternative socialiste, indispensable pour donner un coup d'arrêt à la course mortifère du capital.